

l'agriculture a échoué en URSS, parce que la mise en commun a étouffé la vitalité de l'effort individuel.

Des rapports publiés depuis quatre ou cinq semaines révèlent que de 1945 à 1952, la production industrielle s'est multipliée en URSS. Voici quelques exemples: la production du fer en gueuse est passée de 9 millions de tonnes métriques à 19.4 millions de tonnes; celle de l'acier, de 11 millions de tonnes à 27.3 millions de tonnes; celle de la houille, de 14.9 à 26 millions de tonnes; celle du pétrole, de 19.4 à 37.8 millions de tonnes. Pendant que tous ces progrès se réalisaient dans le domaine industriel, la production agricole tombait à un niveau inférieur à celui de 1928. La production bovine en URSS est d'au moins 13 millions de têtes de bétail de moins qu'en 1928, et la production ovine est d'environ 80 millions de bêtes de moins qu'en 1928. La production agricole a baissé à tel point que l'URSS mobilise actuellement sa main-d'œuvre pour cultiver une étendue supplémentaire de 30 millions d'acres.

Cette statistique révèle qu'une des raisons pour lesquelles l'URSS désire tant commercer aujourd'hui vient des difficultés inhérentes à la famine qui peut menacer ce pays, où non seulement la production a fléchi à un niveau bien plus bas que celui de 1928, mais où la population a sensiblement augmenté durant la même période. J'espère bien qu'en retour des avantages évidents qu'il retirerait à l'heure actuelle s'il trouvait des marchés pour ses excédents, le Canada ne se hâtera pas de commercer avec l'URSS et qu'il songera sérieusement aux dangers possibles qu'il y aurait à aider à faire face à l'insatisfaction populaire dans l'Union soviétique, insatisfaction à laquelle le Kremlin n'a cru mieux répondre que par la répression et la tyrannie des purges.

Pour résumer ce que j'ai tenté d'exposer devant la Chambre, je dirai que nous faisons nôtre l'attitude prise par le ministre, savoir qu'aucune nation de notre monde libre ne devrait prendre une position préjudiciable à quelque autre pays signataire du pacte, sans avoir préalablement consulté tous les adhérents. Le Canada a le droit de recevoir de M. Dulles et du gouvernement des États-Unis une assurance plus nette et plus complète que les conclusions à tirer des expressions dont il s'est servi, lors de la conférence de presse, au sujet des représailles massives instantanément appliquées.

Je crois que les Canadiens s'attendent que, à la conférence de Genève, le ministre ne donnera en aucune manière à la Chine communiste, qui y sera représentée, l'espoir d'être promptement reconnue, mais qu'il exigera les plus complètes garanties qu'elle renoncera

[M. Diefenbaker.]

à l'agression. En ce qui concerne le commerce, je crains que l'appât des avantages économiques n'induisent certains à croire qu'il est nécessaire ou tout au moins désirable d'entrer en relations commerciales avec l'URSS, en alléguant que nous ne bornerions ce commerce qu'aux articles qui n'ont pas d'importance stratégique. J'estime que rien n'a, du point de vue stratégique, plus d'importance dans le monde actuel que les denrées agricoles, vu qu'au fond, comme le premier ministre (M. St-Laurent) l'a certainement constaté lorsqu'il a parcouru l'Asie, l'arme dont se sert le communisme en Asie, c'est la faim.

Enfin, je crois que la Chambre et le pays entier approuveront ce qu'il a dit sur la nécessité d'étendre l'aide économique. Le Canada, pour ce qui est du plan de Colombo, n'a pas exercé une action aussi complète et aussi étendue que ne l'exigent les besoins de l'heure. Vingt-cinq millions de dollars, c'est bien peu en regard des vastes possibilités d'action qui s'offrent en Asie aujourd'hui. Vingt-cinq millions, c'est une goutte dans l'océan; c'est un geste symbolique. Ce n'est pas manifester une compréhension suffisante du rôle que pourrait jouer l'aide économique dans nos efforts pour enrayer l'avance du communisme.

Pour ce qui est des autres points soulevés par le ministre, plusieurs représentants du parti les aborderont, notamment le chef de l'opposition, qui parlera avec l'autorité que lui confère son poste. Qu'il soit bien compris que nous nous entendons sur un point: ce n'est pas le moment de jouer avec le problème de la reconnaissance du gouvernement chinois; ce n'est pas le moment de faciliter la poussée du communisme en Asie en laissant penser aux communistes que l'aggression, même si elle n'est pas récompensée, deviendra quand même un atout pour obtenir la reconnaissance dans le monde international de l'heure.

M. M. J. Coldwell (Rosetown-Biggar): Monsieur l'Orateur, le présent débat a fourni aux honorables députés l'occasion d'entendre, cet après-midi, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) et le premier ministre (M. St-Laurent). A mon sens, un débat de ce genre est très utile, alors que les crédits des Affaires extérieures sont déferés au comité. Au cours du débat qui s'est déroulé à la fin de janvier, divers groupes représentés à la Chambre ont pu exprimer quelques-unes de leurs opinions. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le premier ministre connaissent certainement ces choses.

Tous les partis représentés ici croient effectivement que nous devons continuer à collaborer avec nos amis pour favoriser la